BUREAU DU COMITÉ DE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 2021

COMPTE-RENDU

(compte-rendu approuvé par délibération n°2021-3 du bureau RM du 4 juin 2021)

Le vendredi 26 février à 10 heures, le Bureau du Comité de bassin Rhône-Méditerranée s'est réuni en séance plénière, sous la présidence de M. Martial SADDIER.

Plus de la moitié des membres étant présents ou représentés (27/30), le Bureau du Comité de bassin Rhône-Méditerranée peut valablement délibérer. (cf liste ci-après).

LISTE DES PARTICIPANTS PRESENTS OU REPRESENTES

Membres du bureau avec voix délibérative : Quorum : 27/30 (26 présents +1 pouvoir)

En présentiel

- M. Martial SADDIER, président du comité de bassin Rhône-Méditerranée
- M. Jacques PULOU, vice-président du CB du collège des usagers non économiques
- Le directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par M. Yannick MATHIEU

En visioconférence

- M. Benoit BOUCHER, vice-président du CB du collège des usagers économiques
- Mme Claudine BONILLA, adjointe au maire de Chambéry
- M. Antoine HOAREAU, adjoint au maire de Dijon
- Mme Christine MALFOY, conseillère départementale de l'Ardèche
- Mme Anne-Sophie OLMOS, vice-présidente Grenoble-Alpes-Métropole
- M. Hervé PAUL, vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, maire de Saint-Martin-du-Var
- Mme Céline TRAMONTIN, présidente du SYMCRAU
- M. Françoise QUENARDEL, maire de Savasse
- M. Jérôme VIAUD, président de la CLE de la Siagne, maire de Grasse
- M. André VIOLA, conseiller départemental de l'Aude
- M. Marc BAYARD, président de l'association Environnement Industrie
- Mme Fabienne BONET, présidente de la chambre d'agriculture des Pyrénées Orientales
- M. Hervé GUILLOT, directeur EDF – Unité de production Méditerranée
- Mme Anne-Emmanuelle ROUSSEAU, directrice juridique et de responsabilité de BRL
- M. Jean-Pierre ROYANNEZ, présidente de la chambre d'agriculture de la Drôme
- Mme Simone BASCOUL, présidente de CLCV Occitanie
- Mme Annick BERNARDIN-PASQUET, membre de FNE Bourgogne
- M. Gérard GUILLAUD, président de la FDPPMA de Savoie
- Mme Nadège LALET, juriste de la FDPPMA de Haute-Savoie
- M. François Xavier de LANGALERIE, membre de l'URAF Bourgogne-Franche-Comté
- Le directeur de la DRAAF Auvergne-Rhône Alpes est représenté par Alain AGUILERA
- Le directeur général de l'INRAE est représenté par Pascal BOISTARD
- Le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est représenté par Christel LAMAT

Membres du bureau absents ayant donné pouvoir

- Le directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB) a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Membres du bureau avec voix consultative

En visioconférence

Présidents et vice-présidents des commissions géographiques

- **M. Dominique DESTAINVILLE**, vice-président de la commission géographique Gard-Côtier ouest
- **Mme Camille MARCON**, vice-président de la commission géographique Saône-Doubs
- **M. Eric GRAVIER**, vice-président de la commission géographique Saône-Doubs
- **M. Philippe VITEL**, président de la commission géographique Littoral-PACA-Durance
- **M. Patrick LEVÊQUE**, vice-président de la commission géographique Littoral-PACA-Durance
- **Mme Cécile BLATRIX**, vice-président de la commission géographique Haut-Rhône
- **M. Eric DIVET**, vice-président de la commission géographique Haut-Rhône
- **M. Jean-Jacques CHARRIE-THOLLOT**, Vice-président de la Commission géographique Isère-Drôme-Ardèche

Président du conseil scientifique :

- **M. Bernard CHASTAN**

M. SADDIER remercie les membres et les félicite pour ce premier Bureau d'installation du nouveau Comité de Bassin Rhône-Méditerranée.

M. SADDIER souligne que le Comité de Bassin a la chance de compter parmi ses membres deux parlementaires, désignés respectivement par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Les membres sortants savent combien sur ces dernières années le rôle des parlementaires a été important dans les batailles annuelles budgétaires pour défendre à la fois le principe des Agences de l'Eau et leurs moyens financiers. Ces deux parlementaires n'ont pas été candidats au Bureau du Comité de Bassin, les places étant limitées. Après discussion avec eux, M. SADDIER propose que le Bureau puisse informer les deux parlementaires des dates de réunion du Bureau et de les y convier à titre informel.

I. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 6 NOVEMBRE 2020

*Sous réserve des modifications demandées en séance, le compte rendu de la réunion du 6 novembre 2020 est approuvé par **délibération n°2021-1**.*

II. DISPOSITIF DE CONSULTATION DES ASSEMBLÉES ET DU PUBLIC SUR LES PROJETS DE SDAGE, DE PROGRAMME DE MESURES ET DE PGRI

M. SADDIER rappelle que deux ans de concertation ont été consacrés à l'élaboration du SDAGE. Il a été voté en première lecture à une très large majorité par le Comité de Bassin sortant. Il s'agit en effet d'une compétence exclusive du Comité de Bassin. Il appartient au nouveau Comité de Bassin de mener la phase de consultation pour aboutir début 2022 au vote définitif du SDAGE, qui a une valeur juridique et réglementaire. En effet, dans les six ans à venir, toutes les actions concernant l'eau entreprises dans le bassin Rhône-Méditerranée devront être compatibles avec le SDAGE.

Une présentation est partagée en séance. Mme ASTIER-COHU en donne lecture.

Avant d'ouvrir le débat, M. SADDIER rappelle que le SDAGE est un document macro s'adressant à 25 % du territoire national métropolitain et à 15 millions d'habitants permanents. Il ne peut donc pas définir précisément ce qui s'applique dans chaque territoire, c'est là le rôle des SAGE qui déclinent le SDAGE.

M. SADDIER invite les membres du Bureau du Comité de Bassin à prendre le temps de bien lire le document, sachant que le fil conducteur des 9 orientations fondamentales qui traitent les grands enjeux de la gestion de l'eau est qu'il est nécessaire d'économiser l'eau. Cette économie d'eau est nécessaire pour tenir compte du changement climatique, qui n'est plus une prévision mais une réalité tangible ; il faut aussi réduire les pollutions, même si la qualité de l'eau s'est améliorée depuis 50 ans, et se préoccuper des nouvelles pollutions, telles que les micropolluants, préserver et de restaurer les cours d'eau, de préserver les zones humides. Enfin, un volet est consacré à la mer Méditerranée, dans laquelle se jettent toutes les eaux du bassin.

M. BOUCHER relève que le sujet est complexe et difficile d'accès. Le document de présentation se focalise principalement sur les enjeux environnementaux sans directement évoquer les usages de l'eau, avec le risque de fausser la vision du public. Il sera nécessaire à un moment ou à un autre d'être capable de répondre à la question suivante : à quoi nous faut-il renoncer, quelles habitudes devons-nous modifier pour atteindre les objectifs environnementaux fixés ? Pour le grand public, une approche plus pragmatique et concrète devrait être privilégiée. De même, la plaquette se focalise sur le chemin encore à parcourir, sans évoquer la mobilisation et le travail déjà réalisé par l'ensemble des acteurs, dont les acteurs économiques.

D'un point de vue pratique, dans la liste des personnes contactées, et dans la logique de l'évolution de la représentation au sein du nouveau du Comité de Bassin, M. BOUCHER suggère d'inclure l'agriculture biologique dans la liste des destinataires du courrier de lancement de la consultation.

Enfin, dans la plaquette, M. BOUCHER demande s'il serait possible de remplacer l'expression terme « produits toxiques » par « produits dangereux », la première notion étant plus limitative.

M. SADDIER confirme que le SDAGE est un document technique, complexe, pas nécessairement d'une appréhension facile à la première lecture et très éloigné pour le grand public. Un important effort a toutefois déjà été réalisé, notamment dans l'élaboration du SDAGE, puisque, pour la première fois, une concertation extrêmement large a été organisée avec des remontées des orientations du terrain. L'objet est de poursuivre cet effort de participation du public et de pédagogie.

M. SADDIER explique que l'agriculture biologique n'apparaît pas dans la liste, car l'Agence s'est adressée aux instances agricoles représentatives au sens large, dont l'agriculture biologique fait partie. Néanmoins, les contributions de l'agriculture biologique sont les bienvenues.

Sur le remplacement de « toxiques » par « dangereux », M. ROY indique que la plaquette est déjà éditée, la consultation débutant le 1^{er} mars. M. ROY souligne que le choix a été fait de consulter beaucoup plus d'organismes que ce qui était légalement obligatoire. Il n'en reste pas moins que le SDAGE est un document environnemental, dont la vocation première est de décrire comment atteindre le bon état des eaux. Il est donc logique qu'il ne traite pas en détail du développement des différentes activités.

M. LEVEQUE ne peut qu'approuver que le fil conducteur soit d'économiser l'eau. En revanche, il souhaiterait que soit ajouté le fait qu'il est également nécessaire de mobiliser d'autres ressources, en créant notamment des réserves d'eau.

M. SADDIER précise que le SDAGE l'évoque très largement. Le stockage de l'eau fait partie des solutions.

M. PAUL souscrit aux remarques relatives au côté abscons du document, mais qui doit également respecter un certain formalisme prévu par les textes. Il se demande s'il est prévu un document synthétique de présentation du SDAGE, qui pourrait permettre une première découverte du document sans vocation d'exhaustivité.

Par ailleurs, M. PAUL rappelle que l'objet de l'ordre du jour est d'évoquer le dispositif de consultation des assemblées et du public. Le document tel qu'il a été voté par le Comité de Bassin sera donc amendé. L'objectif de la consultation est de permettre à chacun de donner son avis et de demander des modifications.

Mme BLATRIX est un nouveau membre du Bureau et siège en tant que France Nature Environnement. Son association relaiera évidemment l'information en vue d'une participation du public la plus large possible.

Mme BLATRIX souhaite poser trois questions liées à l'avis de l'Autorité environnementale du 23 décembre 2020 :

- Comment le Comité de Bassin a-t-il été associé à la partie évaluation environnementale du projet, d'autant que le Programme de Mesures ne fait pas partie de l'analyse sur laquelle a porté l'évaluation environnementale ?
- Quelles sont les principales évolutions du projet de SDAGE par rapport au SDAGE précédent ?
- Comment est-il prévu d'apporter une réponse aux recommandations de l'AE et, d'une manière générale, comment sera réalisée la synthèse des avis et contributions ?

M. SADDIER propose que les réponses soient apportées dans le point suivant de l'ordre du jour, les trois questions posées le concernant directement.

Mme TRAMONTIN est également un nouveau membre du Bureau. Elle préside le Syndicat mixte de Gestion de la Nappe phréatique de la Crau (SYM CRAU).

Mme TRAMONTIN rejoint les remarques de M. PAUL sur la nécessité de la mise à disposition d'un document synthétique permettant à un public le plus large possible de se saisir des questions relatives aux enjeux de l'eau. Mme TRAMONTIN estime que l'appel à projets de l'Agence de l'Eau sur la participation citoyenne est un des éléments de réponse.

M. ROY indique qu'il existe d'ores et déjà plusieurs documents de vulgarisation : la plaquette, qui constitue un premier document d'introduction, ainsi que des éléments utilisables localement, tels que la collection de courts films d'animation conçus et mis en ligne en libre accès par l'Agence de l'Eau, le site enimmersion-eau.fr, élaboré par les 6 Agences de l'Eau (avec comme nouveauté des podcasts de témoignages sensibles « d'acteurs de l'eau »), et le questionnaire grand public lui-même est conçu d'une manière qui se veut facilement accessible.

M. SADDIER confirme que d'importants efforts ont été réalisés pour rendre plus appréhendable le SDAGE. Ils seront poursuivis.

M. PULOU souligne l'intérêt de la possibilité donnée aux institutionnels dans le processus de consultation d'émettre des commentaires à l'échelle de la masse d'eau. Il est néanmoins dommage que le public ne soit pas également invité grâce au SDAGE à se rapprocher de l'eau qui coule à proximité de chez lui et que, par là-même, le lien ne soit pas facilement établi entre les objectifs du SDAGE et les actions du Programme de Mesures.

M. ROY confirme que le Programme de Mesures descend à la masse d'eau, mais il relève que le nombre de masses d'eau est particulièrement élevé sur le bassin et que la fragmentation en masses d'eau est particulièrement fine. Dans le sens des propos de M. PULOU, il signale l'existence de l'application géolocalisée « Qualité Rivière », qui donne accès à toutes les informations disponibles sur la qualité d'une rivière.

III. ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES SUITE À L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE SUR LE PROJET DE SDAGE

Une présentation est partagée en séance. Mme ASTIER-COHU en donne lecture.

M. SADDIER formule une remarque générale sur l'évaluation réalisée par l'Autorité environnementale. Il souligne que l'ensemble des SDAGE en France ont été évalués et que l'évaluation du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée n'est pas décalée par rapport aux autres évaluations.

M. ROY ajoute que l'évaluation environnementale a été conduite par un bureau d'études selon une méthodologie adaptée pour déterminer si le SDAGE avait des impacts positifs ou négatifs sur les différents secteurs de l'environnement. Cette évaluation a étroitement associé le Bureau du Comité de Bassin et le Comité de Bassin. M. ROY confirme que l'évaluation environnementale porte sur le SDAGE et non sur le Programme de Mesures, conformément à la réglementation nationale et parce que le SDAGE est de la compétence du Comité de Bassin quand le Programme de Mesures est adopté par le Préfet coordonnateur de bassin. Néanmoins, dans la note qui a été communiquée aux membres du Comité de bassin comme dans un mémoire complémentaire à venir, il sera présenté comment le Programme de Mesures a été élaboré à partir des territoires de la manière la plus fine possible pour tenir compte de la réalité de chaque territoire et que le Programme de Mesures est apparu comme le point d'équilibre le plus pertinent pour atteindre le bon état en fonction de la réalité de chaque territoire. Même si l'Agence n'est pas tenue réglementairement de formuler une réponse à l'évaluation environnementale, elle en formulera une par mesure de correction, qui sera ajoutée à la consultation au public. L'ensemble des remarques de l'Autorité environnementale comme l'ensemble des remarques qui auront été réunies lors de la consultation seront traitées d'abord en Bureau du Comité de Bassin, puis soumises au Comité de Bassin pour vote au début de l'année 2022.

M. BAYARD est président de l'association Environnement Industrie. Il est membre du collège des usagers économiques industries depuis environ 18 mois. Son intervention concerne l'orientation fondamentale 5C, pour laquelle il avait été convenu lors d'un précédent Bureau de réaliser un travail complémentaire sur le tableau des objectifs de réduction sur les substances dangereuses durant la période de consultation. M. BAYARD souhaiterait savoir ce qu'il en est.

M. ROY confirme que l'engagement a été pris et sera tenu. Il est proposé de conduire un travail technique entre l'Agence, la DREAL et les représentants des usagers économiques industries en parallèle de la consultation. Une date sera proposée prochainement.

Mme BASCOUL représente les consommateurs et la CLCV. Elle siège pour la première fois au Bureau du Comité de Bassin. Elle souhaiterait que soit précisée la définition des masses d'eau.

M. ROY indique que deux formations sont organisées le 5 mars à destination des nouveaux membres du Comité de Bassin pour préciser un certain nombre de notions.

La masse d'eau est une notion qui découle de la directive-cadre sur l'eau et des textes pris en France pour l'application de cette directive européenne. La masse d'eau est l'unité de base sur laquelle le travail est réalisé pour l'atteinte du bon état demandé par la directive-cadre sur l'eau.

Mme BERNARDIN-PASQUET représente France Nature Environnement. Elle revient sur l'avis de l'Autorité environnementale. Elle a compris qu'une réponse argumentée et complète figurerait dans le mémoire en réponse. Toutefois, elle considère que la note d'éclairage n'apporte pas la réponse attendue quant à la portée juridique véritable du SDAGE.

M. SADDIER rappelle que le SDAGE a une portée juridique en ce qu'il est issu de la directive-cadre sur l'eau, déclinée par la loi sur l'eau. La loi stipule que les décisions administratives et les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le SDAGE. Surtout, le SDAGE est décliné en SAGE dans certains bassins ou en politiques locales, soit portées par le Préfet, soit portées par les services de l'État, soit portées par un syndicat reconnu comme un établissement public territorial de bassin ou porteur de la politique GEMAPI. Or les SAGE et les politiques locales peuvent être particulièrement contraignants à une échelle territoriale beaucoup plus fine. C'est pourquoi il est souhaité dans le SDAGE que les bassins versants s'organisent et définissent leurs règles du jeu.

M. GUILLOT est le représentant de l'Union française de l'Électricité. Il serait preneur d'un éclairage sur la façon dont a été établi l'avis de l'Autorité environnementale concernant EDF en page 22 de son rapport, avec un point d'incompréhension sur « une attitude attentiste d'EDF avant le renouvellement des concessions ». De surcroît, en page 33, M. GUILLOT relève une appréciation très généralisée et non étayée dans le rapport. Il souhaiterait donc que ces deux points soient évoqués dans le mémoire de réponse.

M. SADDIER précise qu'en ce qui concerne les auditions, ont été auditionnés le Président du Comité de Bassin et les Vice-Présidents du Comité de Bassin. S'ils n'ont certainement pas utilisé le mot « attentiste », il a pu être relevé que l'absence de décision sur le renouvellement des concessions, au-delà du débat de fond, était un frein pour déclencher un certain nombre d'investissements. M. SADDIER propose de faire une remarque en ce sens dans la réponse.

M. PULOU estime l'Autorité environnementale exprime une vérité qu'il convient d'assumer, à savoir l'hydroélectricité a un impact important dans le bassin Rhône-Méditerranée. Pour atteindre le bon état, il est donc nécessaire de faire évoluer l'hydroélectricité telle qu'elle est réalisée actuellement.

M. SADDIER propose de joindre à la réponse à l'Autorité environnementale la motion votée à deux reprises par le Comité de Bassin sur cette question des concessions hydroélectriques.

M. PULOU relève que l'avis de l'Autorité environnementale est précis et sévère et qu'il convient d'y répondre minutieusement.

M. SADDIER aurait aimé que l'Autorité environnementale rappelle que le SDAGE s'inscrit dans le cadre de la déclinaison de la directive-cadre européenne, qui impose la règle du *one out all out* pour la classification des masses d'eau et qui masque pour le grand public les nombreux progrès réalisés sur la qualité de l'eau.

M. ROY ajoute que l'Autorité environnementale a examiné dans le détail l'évaluation environnementale, mais pas forcément d'autres documents qui semblent répondre à nombre de ses questions, tels que par exemple le tableau de bord du SDAGE.

IV. DÉSIGNATION TEMPORAIRE DES MEMBRES HORS COMITÉ DE BASSIN À LA COMMISSION RELATIVE AUX MILIEUX NATURELS

M. ROY rappelle que, lors de la séance d'installation du Comité de Bassin, le 29 janvier 2021, a été créée la Commission relative aux Milieux naturels, composée à la fois de membres du Comité de Bassin, majoritaires, et de membres hors Comité de Bassin, désignés par les associations de protection de la nature, par les associations de pêcheurs et par les comités régionaux de la biodiversité.

Il est proposé, comme le règlement intérieur du Comité de Bassin le permet, que le Bureau entérine ces désignations à titre temporaire pour qu'elles soient formellement validées lors d'un Comité de Bassin ultérieur et permettre ainsi à la Commission de se réunir.

Les désignations temporaires des membres hors comité de bassin à la commission relative aux milieux naturels sont actées.

La délibération n°2021-2 - DESIGNATION TEMPORAIRE DES MEMBRES HORS COMITE DE BASSIN A LA COMMISSION RELATIVE AUX MILIEUX NATURELS - est adoptée à l'unanimité.

V. AVIS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE SUR LA GESTION DES ÉCLUSÉES EN BASSE VALLÉE DE L'AIN

Une présentation est partagée en séance. M. SOUCHON en donne lecture.

L'avis du Conseil scientifique est résumé ci-après :

- ne pas négliger les études déjà anciennes qui analysent la sensibilité physique des sites en réponse aux débits et qui les traduisent en variation d'habitat pour différentes espèces de poissons, informations précieuses pour l'aide à la décision. ;
- mettre en place un suivi concerté des communautés aquatiques qui, en plus des investigations centrées sur les espèces d'intérêt halieutique, recueille des données sur l'ensemble des peuplements de poissons et de macroinvertébrés ;
- prévoir un bilan annuel commenté de ces données et des synthèses régulières. Le Conseil scientifique suggère, pour les synthèses régulières, un pas de temps de 6 ans calé sur le rythme des plans de gestion de la DCE ;
- tendre vers un partage de l'information entre protagonistes, incluant les savoirs experts locaux et fonder ce partage sur le respect de protocoles de recueil standardisés de données ;
- parvenir à une base de gestion hydraulique concertée, qui tienne compte des phases les plus sensibles identifiées, en début de période à 28 m³/s et en juin, en restant vigilant sur la période septembre octobre où plusieurs restitutions heurtées à fort contraste se sont produites ;
- redéfinir des règles claires concernant d'une part la prise de décision et d'autre part la définition du contenu d'études, deux registres mélangés au fil du temps.

M. SADDIER rappelle que le Conseil scientifique a été saisi par le Préfet de l'Ain et le Préfet coordonnateur de Bassin.

M. GUILLOT estime intéressant de recueillir l'avis du Conseil scientifique sur ce type de sujets pour donner de la méthode et apporter de la sérénité par un regard scientifique.

M. PULOU remercie le Conseil scientifique pour son avis détaillé et intéressant.

M. GUILLAUD salue la qualité du travail réalisé par le Conseil scientifique et espère qu'il permettra de rétablir la concertation au niveau local sur ce sujet particulièrement important.

Mme BLATRIX rejoint les intervenants précédents. Elle souhaite savoir quelles seront les suites données aux recommandations du Conseil scientifique d'une manière générale.

M. ROY précise qu'il n'est pas en mesure de formuler de réponse générale à cette question, car cela dépend de l'auteur de la saisine et du contenu de la saisine. En l'espèce, il appartiendra au Préfet de l'Ain, en lien avec le comité de pilotage qui conduit l'expérimentation, de définir les suites à donner aux recommandations.

M. SADDIER note que le Bureau a pris acte de l'avis du Conseil scientifique.

VI. PROJET DE RÉVISION DU CLASSEMENT EN ZONES SENSIBLES AU TITRE DE LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES

Une présentation est partagée en séance. Mme MICHAUX, de la DREAL, en donne lecture.

Mme MICHAUX rappelle que le classement doit être révisé tous les quatre ans, le dernier classement ayant été réalisé en mars 2017.

Les membres du Bureau du Comité de Bassin sont invités, dans le cadre des concertations en cours à faire connaître leurs observations à la DREAL de bassin jusqu'au 15 mars 2021 afin que leurs avis soient pris en compte dans le projet qui sera mis en consultation entre avril et mai. Le Comité de Bassin sera sollicité pour avis sur le projet consolidé de désignation des zones sensibles.

M. SADDIER considère que la date fixée laisse le temps aux membres du Bureau de se renseigner et de poser leurs éventuelles questions à la DREAL et à l'Agence.

M. PAUL s'étonne de ne pas avoir lu dans la liste des organismes associés ou concertés les EPCI.

Mme MICHAUX confirme que les EPCI concernés par les évolutions du classement sont concertés durant la phase actuellement conduite par les Préfets de département. Dans la seconde phase de consultation à venir, réglementairement, seuls les Conseils départementaux, régionaux et les Chambres d'agriculture sont consultés.

VII. GUIDE TECHNIQUE DU SDAGE SUR LA PRÉSENTATION DES RESSOURCES STRATÉGIQUES

Une présentation est partagée en séance. Mme ASTIER-COHU en donne lecture.

M. SADDIER invite les membres du Bureau à utiliser ce guide, sujet sur lequel l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse est leader en France.

En parallèle, M. SADDIER a déposé une proposition de loi pour qu'à l'horizon de la fin des SDAGE, en 2026-2027, aient été identifiées l'ensemble des nappes stratégiques d'eau potable afin de les protéger.

Mme TRAMONTIN félicite les services de l'Agence pour la mise en place de ce guide.

Elle précise que le SYMCRAU a mené entre 2015 et 2018 une étude ressources stratégiques sur sollicitation de l'Agence de l'Eau avec son accompagnement technique et financier. Or le SYMCRAU n'a pas de nouvelles des suites données à ce travail malgré un certain nombre de relances auprès des services de l'Etat. De surcroît, la DREAL PACA a adressé récemment au SYMCRAU un projet de notification concernant l'étude, indiquant que 90 % des recommandations de l'étude sont validées mais demandant une réécriture très assouplie des recommandations relatives à l'activité industrielle. Mme TRAMONTIN pose donc la question de la légitimité scientifique de l'étude.

M. BAYARD fait état d'un retour des représentants des industriels ayant participé aux ateliers menés au cours de l'année 2020. Ils sont très déçus de la non-prise en compte d'un bon nombre de leurs commentaires sur la rédaction des fiches annexes, qui semblent être très directives.

M. ROY souligne que le guide est un document de l'Agence de l'Eau, qui n'a pas de portée juridique en lui-même, seuls le SDAGE et les SAGE pouvant avoir une telle portée juridique.

Le guide n'édicte pas d'interdiction, mais montre comment construire localement une démarche en associant l'ensemble des acteurs.

M. SADDIER note qu'il n'existe pas de désaccord sur le fond.

VIII. LIVRET-ARGUMENTAIRE EN FAVEUR DE LA PRÉSENTATION ET DE LA RESTAURATION DES ZONES HUMIDES

Une présentation est partagée en séance. Mme ASTIER-COHU en donne lecture.

M. PULOU souligne que le livret est globalement très bien conçu.

M. SADDIER invite les membres du Comité de Bassin à faire remonter leurs remarques pour améliorer encore le document.

IX. CONTRIBUTION À LA STRATÉGIE NATIONALE EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

M. ROY signale que figure dans le dossier remis aux membres du Bureau un courrier de Madame Bérange ABBA, secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, qui sollicite l'ensemble des Comités de Bassin afin qu'ils contribuent à la rédaction de la future version de la stratégie nationale en faveur de la biodiversité d'ici le 30 avril 2021.

En conséquence, une proposition écrite sera soumise aux membres du Bureau par mail, sur laquelle ils seront invités à réagir. D'ores et déjà, les membres qui ont des idées particulières sont invités à les envoyer aux services de l'Agence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13 heures 25.